

AFRIATECH
 Archivage Numérique-GED-Contrôle d'accès & Biométrie - Outsourcing
 Web : www.afriatech.com Email : info@afriatech.com Tél. : +228 261-60-71 - Fax : +228 261-60-70
 Objectif 2015 : **zéro papier !**

**Tueries en série des jeunes filles:
 SIMLIYA KPATCHA,
 LE TUEUR EN SERIE QUI
 COLLECTIONNE LES
 TROPHEES** P 3



TR TOGOREVEIL

Le pari d'une actualité qui réveille



**A six mois des législatives de 2012
 L'UFC ET L'ANC DEJA EN LUTTE
 POUR LE CONTROLE DE LA MEME
 BASE ELECTORALE** P 2



**Visite du Président ghanéen au Togo
 FAURE ET ATTA MILLS SUR
 PLUSIEURS AVANCEES ET
 PROJETS BILATERAUX** P 2

**Le Civisme Aujourd'hui
 COMBATTRE L'ABSENTEISME
 DANS LA FONCTION PUBLIQUE** P 4

**Fin de la grève dans l'enseignement
 confessionnel du Togo
 L'EGLISE INVITEE A PRENDRE SES
 RESPONSABILITES SOUS LA
 SURVEILLANCE DE L'ETAT** P 3

**Forum Economique National
 LE TOGO AMORCE SA MARCHÉ
 VERS UNE CROISSANCE A DEUX
 CHIFFRES** P 3

**Togo Télécom répond à
 l'exigence de ses clients
 L'AGENCE ANANI SANTOS
 DESORMAIS TRANSFEREE
 A LA PLACE DE
 L'INDEPENDANCE** P 4

TR 059 du 30 mars 2012



Prix: 250 FCFA / Etranger 1€

A six mois des législatives de 2012 L'UFC ET L'ANC DEJA EN LUTTE POUR LE CONTRÔLE DE LA MÊME BASE ELECTORALE



Depuis la signature en mai 2012 de l'accord de partage du pouvoir entre l'UFC et le RPT, ce qui avait déjà une odeur de pourriture peu avant la campagne pour la présidentielle de mars 2012, est devenu un secret de Polichinelle : l'Union des Forces du Changement, principal parti de l'opposition au Togo est en scission. Le Président et quelques fidèles ont pu garder le parti au détriment d'une majorité du bureau national qui a créé l'ANC et qui a aussitôt tenté de prendre le contrôle des élus UFC à l'assemblée nationale. Depuis, une guerre sans merci s'est engagée avec au passage la problématique démission des neuf députés et le refus des deux clans de s'asseoir autour d'une même table de discussion, preuve exaltante le refus de l'ANC de prendre part aux discussions du CPDC et celui de l'UFC de participer aux discussions dans le cadre des partis présents à l'assemblée nationale.

A six mois de la fin de l'actuelle législature, la trêve apparente est à nouveau rompue et les couleurs jaune et orange sont déjà à couteaux tirés.

L'ANC accuse l'UFC de la calomnier sur le terrain et à ce sujet, Isabelle AMEGANVI, deuxième vice-présidente de l'Alliance Nationale pour le Changement, déclare lors d'une récente émission sur les

plateaux de la TVT : « C'est plutôt l'UFC qui semble être en guerre avec nous, parce que nous les écoutons lorsqu'ils font des tournées sur le terrain... A part le mensonge et la diffamation sur nous autres qui avons choisi d'être à l'ANC, ce n'est pas grande chose qu'ils disent. »

Une position de l'ANC qui, on le comprend aisément, cherche à discréditer et à démentir l'assurance dont fait montre depuis un certain temps, les leaders de l'UFC qui enchaînent tournées sur tournées et qui remobilisent à en croire les propos de Djimon ORE qui affirme de son côté : « C'est à travers les médias à Lomé que ce parti (Ndlr : ANC) existe (...) Les dissidents ont voulu procéder au détournement de l'actif du parti, et ils n'ont pas réussi. Ce qui fait que l'ANC n'est pas à l'intérieur du pays. Mais à Lomé, quelques journalistes peuvent vociférer pour dire que ce parti existe. Avec 200 ou 300 personnes qui partent de Kodjindji à la plage ; c'est ça un parti politique ? »

Au-delà des invectives qu'on peut constater de part et d'autre, la lutte sur le terrain est plus qu'ouverte et les élections qui s'annoncent se présentent beaucoup plus comme un duel entre deux partis politiques de l'opposition qui partagent en réalité la même base électorale sur le plan national et surtout dans

leurs fiefs collectifs basés surtout dans la partie Sud du Togo.

On se rappelle les tentatives de récupération des fédérations de jeunesse de l'UFC (dans les préfectures) par les nouveaux leaders fondateurs de l'ANC à l'occasion du congrès qui a consacré leur exclusion comme dissidents. De mai à décembre 2011, l'ANC était en tournée dans plusieurs villes du Togo et à l'occasion il y a eu plusieurs problèmes autour des sièges de l'UFC et notamment à Atakpamé où, Jean Pierre Fabre avait arraché l'écriteau devant le siège UFC de la localité. L'ancien Secrétaire Général de l'UFC, dans sa haine aveuglée contre son ancienne formation politique, est même allé loin en déshabillant un militant qui arborait le T-shirt jaune.

Cette période de précampagne comporte déjà les signes précurseurs d'un clash imminent qui ne tardera pas à apparaître au grand jour lors de la prochaine campagne pour les législatives. Les militants du RPT ou du prochain parti rassemblant la mouvance présidentielle, peuvent dormir tranquillement car ils ne seront plus la première cible des partis de l'opposition qui ont déjà tout apprêté pour se livrer une guerre fratricide. Les prochaines locales et législatives sont moins un combat entre l'opposition et le pouvoir qu'une lutte hégémonique interne entre des frères ennemis d'un parti qui avant les législatives de 2007 faisait office de principal challenger du pouvoir. La composition de la prochaine assemblée nationale sera fortement influencée par le duel UFC/ANC pour le contrôle des troupes sur le plan national, car en réalité rien n'est joué d'office pour l'ANC qui a tendance à se présenter comme la substance de l'UFC arguant volontiers que son parti originel n'est qu'une coquille vide.

Une comparaison des tournées des deux partis présage de grandes surprises au moment des élections et nul ne sait d'avance de quel côté se penchera véritablement la base.

Germain POULI

Visite du Président ghanéen au Togo FAURE ET ATTA MILLS SUR PLUSIEURS AVANCEES ET PROJETS BILATERAUX



A l'invitation du Président togolais, le Professeur John Evans ATTA MILLS, Président de la République du Ghana, était, hier, en brève visite d'amitié et de travail à Lomé. Une occasion qui a permis aux deux Chefs d'Etats de réaffirmer leur volonté de travailler au renforcement du climat de confiance qui existe entre les populations togolaise et ghanéenne qui partagent des liens historiques, sociaux et culturels séculaires avant d'insister sur la nécessité de continuer à œuvrer ensemble, à l'accroissement de la coopération bilatérale. Plusieurs sujets de grande importance ont été abordés. Sur les questions politiques, après les félicitations réciproques sur les embellies enregistrées dans les deux pays au cours de ces dernières années, le Président Faure Essozimna GNASSINGBE a fait part à son Homologue ghanéen des réformes institutionnelles et constitutionnelles en cours et l'a assuré de la tenue avant de la fin de l'année 2012 des élections législatives. De son côté, le Président John Evans ATTA MILLS a informé le Chef de l'Etat togolais des avancées enregistrées par son pays au cours de son mandat et sa détermination à organiser la prochaine élection présidentielle de Décembre 2012 au Ghana, à laquelle il est candidat, de façon libre, transparente et sans violence. Les deux Chefs d'Etat se sont félicités des efforts engagés dans le cadre de l'interconnexion électrique entre le Togo et le Ghana avant d'instruire leurs ministres sur la préparation et l'accélération de plusieurs projets : un projet d'eau potable de Sogakopé-Lomé afin de satisfaire les besoins de leurs populations et deux projets de construction de barrage à buts multiples dont l'un sur le fleuve l'Oti et l'autre au Nord du Ghana. Les deux Présidents ont souligné l'interdépendance des activités économiques et commerciales entre les deux pays et se sont accordés sur la nécessité de rendre plus fluides ces activités par la levée des entraves et autres tracasseries douanières et administratives en vue de faciliter la circulation des biens et des personnes à travers leurs frontières communes. Sur les questions de la criminalité transfrontalière organisée, de la piraterie en mer et de la lutte à mener contre les trafiquants de drogues et les groupes de criminels, après avoir salué les efforts de coopération entre les services de sécurité des deux pays, ils ont convenu de la tenue d'une réunion à Accra en 2012 des Ministres en charge de la sécurité des deux pays à laquelle seront conviés leurs homologues de la sous-région. Sur le plan éducation, les deux chefs d'Etat ont évoqué la mise en œuvre du projet dénommé « un écolier, un ordinateur », un projet qui vise à doter chaque écolier de l'enseignement primaire d'un ordinateur. Abordant les questions internationales, ils se sont prononcés sur les récents événements survenus au Mali. Les deux Présidents ont renouvelé leur ferme condamnation de la prise du pouvoir par la force dans ce pays Au Sénégal, ils se sont réjouis de la bonne tenue du deuxième tour de l'élection présidentielle dans ce pays et ont félicité le Président sortant Abdoulaye WADE et le Président élu Macky SALL ainsi que tout le peuple sénégalais pour la conduite exemplaire de l'alternance démocratique dans ce pays. Ils ont également émis le vœu que le processus électoral en Guinée-Bissau connaisse également un heureux aboutissement. S'agissant des organismes d'intégration régionale, ils ont réaffirmé leur détermination à poursuivre leurs efforts, notamment dans le cadre de la CEDEAO et de la Zone de l'Alliance de Coprosperité (ZACOP) auxquelles les deux pays appartiennent, en vue de promouvoir l'intégration tant souhaitée et favoriser ainsi la libre circulation des personnes, des biens et des services dans l'intérêt des peuples de la sous-région. Avant son départ, le Professeur John Evans ATTA MILLS, Président de la République du Ghana, a exprimé à son Frère et Ami, le Président Faure Essozimna GNASSINGBE, au Gouvernement et au peuple togolais, ses vifs remerciements et sa profonde gratitude pour l'accueil chaleureux et fraternel qui lui a été réservé ainsi qu'à sa délégation.

Germain POULI

Retrouvez votre journal et plus
d'info sur le site :
www.togoreveil.info

Récépissé N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Germain POULI

COMITÉ DE RÉDACTION

Didier ASSOGBA

Patrick NIMA

Pégy

Paul KATASSOLI

SERVICE COMMERCIAL ET

PUBLICITÉ

Aïssata TOURE

SECRETARIAT

Carole AGHEY

Rose NYUIADZI

INFOGRAPHIE

AHIABLE Raphaël

CARICATURE

DODZI

DISTRIBUTION ET

ABONNEMENT

Tel: 22 36 18 56

ADRESSE

585, Avenue du Grand Séminaire

Hédzranawoé face Ets VINS

D'ITALIE

Tél. : 22 61 12 19 / 22 36 18 56

90 02 76 54

E-mail : togoreveil@togoreveil.info

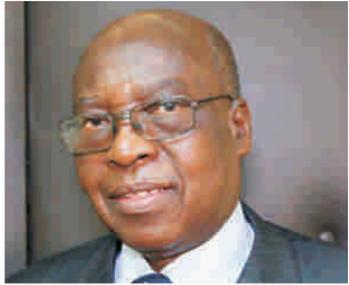
TIRAGE

4000 Exemplaires

IMPRIMERIE

Service Compris

Forum Economique National LE TOGO AMORCE SA MARCHE VERS UNE CROISSANCE A DEUX CHIFFRES



Dans leur effort d'opérer des réformes pour mettre l'économie nationale sur de bons rails, les autorités togolaises veulent ratifier large - en ce qui concerne les idées - pour un meilleur décollage de l'économie togolaise. Pour ce faire un forum national de l'économie vient de fermer ses portes seulement hier 29 mars à Lomé. Ouvert le 27 mars dernier par le Premier Ministre Gilbert Fossoun Hougbo, le Forum Economique National a rassemblé plusieurs experts des questions économiques et des partenaires techniques et financiers du Togo.

Les travaux du forum qui ont tourné autour du thème: « Promotion d'une croissance économique forte, durable et inclusive au Togo » ont exploré des pistes du développement économique et du développement humain à partir des structures macroéconomiques et sectorielles. Le décollage économique inclut également la prise en compte réelle des préoccupations des populations. La croissance économique du Togo passe également par la réhabilitation des infrastructures économiques et rurales suite à l'allocation des ressources nécessaires par le gouvernement dans le budget. Pour le ministre de l'économie et des finances Adji Othè Ayassor « les conditions sont réunies pour passer à une croissance à deux chiffres après l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTTE avec l'effacement de la majorité des dettes du Togo ».

Un forum similaire avait été organisé en décembre 2005 qui a fait l'état des lieux de la situation économique du Togo. Le Forum qui a pris fin hier vise à impulser une croissance économique puissante

basée sur l'emploi. Six thématiques ont été débattues par les experts sur les trois jours de réflexions. Les participants qui ont pour mandat de sortir des sentiers battus pour proposer des solutions innovantes ont eu à discuter de la croissance économique nationale sur les 20 dernières années et analyser les goulots d'étranglement de l'économie togolaise, élaborer une approche d'investissement, parler du secteur d'appui, élaborer des stratégies pour l'amélioration du climat des affaires pour améliorer le secteur privé, proposer les principales orientations des futurs programmes du gouvernement qui seront appuyés par les institutions de breton Hood notamment le FMI. Les facteurs de succès de ces programmes du gouvernement togolais ont été analysés.

L'objectif de ce forum est de permettre au Togo de devenir à l'horizon 2020, un pays émergent. Ce qui sous-entend que le taux de croissance du Togo doit passer à deux chiffres. Et le Togo dispose des atouts dont la capacité d'endettement après l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTTE. Même si les tendances actuelles démontrent que le Togo peut rejoindre le peloton des pays émergents d'ici dix ans, les efforts restent encore à fournir pour atteindre un taux de croissance à deux chiffres. D'abord poursuivre l'assainissement des finances publiques, combattre le sabotage économique et les crimes financiers, assainir le climat des affaires pour attirer les investisseurs, donner des moyens au secteur privé de mieux s'organiser. Combattre le taux de chômage en axant une croissance économique puissante basée sur l'emploi. Même si « l'économie togolaise renaît depuis 2008 et le taux de croissance économique s'améliore d'année en année » selon Gilbert Hougbo, il reste encore plus d'efforts pour améliorer les conditions de vie des citoyens.

Didier ASSOGBA

1er avril : la célébration du mensonge

DE QUAND DATE LE POISSON D'AVRIL ?

Chaque 1er avril de l'année, on est habitué à se faire des blagues et à lancer des canulars dans le public. Notre rédaction s'est intéressée à l'origine de cette fête. Une théorie veut que le Poisson d'avril ait débuté au moment où Charles IX, se basant sur le calendrier grégorien, décréta le 1er janvier 1562 comme premier jour de l'année au lieu de l'équinoxe de la fin mars début avril. Les individus qui continuaient d'observer le 1er avril se faisaient taquiner, ridiculiser ou jouer des tours. Cela devait être très amusant, car la pratique se répandit de France jusqu'en Angleterre et aux États-Unis. Nous avons maintenant un jour de désordre auquel tous peuvent participer et lors duquel nous pouvons nous amuser. De nos jours, le 1er avril est appelé le Poisson d'avril. En France, les jeunes Français se moquent de leurs amis en collant des poissons en papier dans leur dos. Lorsque les jeunes découvrent le poisson, les autres crient "Poisson d'avril!" Bien que le Poisson d'avril ne soit pas une fête officielle, plusieurs

la soulignent. Il y en a plusieurs qui se font prendre à un moment ou à un autre le 1er avril. Il est intéressant d'examiner comment le 1er avril en est venu à mériter cet honneur douteux. En 1752, la Grande-Bretagne adopta finalement le calendrier grégorien, et le Poisson d'avril commença alors à être célébré en Angleterre et dans les colonies américaines. Les tours et les farces demeurent toujours populaires en ce jour. Ne faites donc pas confiance à quiconque ce jour-là. La victime d'une blague est qualifiée de "poisson d'avril" - ce qui fait allusion à un jeune poisson facile à attraper. Les Français se délectent de pouvoir crier "poisson d'avril" après avoir réussi une attrape. Chacun insiste pour que les blagues fassent appel à un poisson ou quelque chose qui s'en approche. Nous voyons que le phénomène du Poisson d'avril a une origine relativement récente au sens où cela est devenu une coutume universelle. Bien que basée sur le calendrier romain corrigé, elle demeure néanmoins une coutume vaine à

Fin de la grève dans l'enseignement confessionnel du Togo L'EGLISE INVITEE A PRENDRE SES RESPONSABILITES SOUS LA SURVEILLANCE DE L'ETAT

Deux semaines de grève et rien dans la gibecière des enseignants du confessionnel du Togo. Les enseignants du secteur qui sont entrés en grève depuis le lundi 12 mars ont finalement repris les cours le lundi 26 mars après deux semaines de suspension d'activités pédagogiques. Cette grève qui avait pour objectif de réclamer l'égalité de traitement entre les enseignants du public et ceux du confessionnel s'est soldée par un échec. Par égalité de traitement, ils entendent le versement des primes de rentrée et de bibliothèque que leur confrères du public ont arraché au gouvernement et surtout l'égalité du traitement au niveau salarial. Si pour les primes, les syndicats ont sous la main des décrets qui avaient été pris pour assurer le versement de ses primes aux enseignants du confessionnel, ils reconnaissent en même temps que pour le versement des salaires l'état n'a qu'une responsabilité régalienne. A ce titre, on peut l'accuser d'avoir laissé pourrir la situation. Cependant, ces mêmes syndicats reconnaissent que l'état fait de son mieux pour assurer le versement des subventions qui doivent servir à payer les salaires. Face à cette situation, il importe de situer les responsabilités. Quelle doit être la part de l'état ? Et l'église, profite-t-elle d'une telle situation malgré les moyens dont elle dispose ?

Un tour rapide dans l'histoire de notre pays nous montre que la première école catholique a été installée au Togo en 1892. A cet titre, l'église a devancé l'état dans le domaine éducatif. Il est alors aberrant de voir qu'au sein de cette forte institution, des enseignants du primaire soient encore payés à 13000 francs le mois - à Atakpamé. En plus ces responsables syndicaux dénoncent également le fait que dans le système confessionnel, on peut faire toute une carrière sans être



déclaré à la caisse. Pourtant, à chaque fin de mois, le salaire est imputé des allocations familiales. On peut alors déduire de toute cette situation qu'aujourd'hui, l'état est victime de la confiance aveugle qu'elle a placée dans l'église en se basant sur le simple fait de son caractère très ancien. Cependant, l'état a quand même mené des actions en faveur de ce secteur qui lui porte secours dans le domaine de l'éducation. On peut citer la décision du 2 décembre par laquelle le Ministère des Finances, de l'Economie et du Plan prenait en charge les salaires et indemnités des enseignants du primaire confessionnel au Togo. Aujourd'hui, l'état ne prend en charge que 58% de ce personnel, ce qui est déjà un pas. Quant aux collègues, l'état leur verse une subvention qui, en réalité, devrait servir à payer les salaires. A la reprise de la coopération, l'état togolais a versé au titre des dettes intérieures une somme 200 millions de francs comme arriérés à l'enseignement confessionnel. Dans tout ceci et malgré tout le mérite qu'on lui reconnaît, on ose penser que la balle est désormais dans le camp de l'église. Elle qu'on soupçonne de posséder des moyens incommensurables. Il faut que l'église agisse pour éviter à ces pères et mères de familles les affres de la misère.

Pablo ZOUBE

Tueries en série des jeunes filles: L'heure du bilan SIMLIYA KPATCHA, LE TUEUR EN SERIE QUI COLLECTIONNE LES TROPHEES

Le visage de cet homme, devenu tristement célèbre, est diffusé en boucle depuis lundi dernier sur les chaînes de télévisions du pays. Lui, c'est le nommé Simliya Kpatcha présenté par les services de la Gendarmerie Nationale comme étant le maillon essentiel de cette lugubre affaire d'assassinat de jeunes filles qui sévit dans la capitale et les villes de l'intérieur depuis plus d'un an maintenant. Dans son témoignage et selon la version de la Gendarmerie, les présumés commanditaires seraient également aux arrêts mais n'ont pas été présentés pour les besoins de l'enquête qui est toujours en cours. Dans sa déclaration confirmée par le commandant de la Gendarmerie Nationale, le sieur Simliya Kpatcha a reconnu que lors de la perquisition effectuée à son domicile par les services de la Gendarmerie, ceux-ci ont retrouvé des lots de sous vêtements de femmes et de perles. Vu que dans le mode opératoire tel que décrit par l'homme, il tuait ses victimes loin de son domicile. Il prenait ensuite le temps de déshabiller ses victimes et d'emporter leurs vêtements chez lui sous forme de trophée de chasse. Ceci à d'ailleurs emmené certains togolais à se douter de la sincérité des déclarations de monsieur Simliya et d'autres encore de le taxer de « malade mental ». L'une ou l'autre hypothèse est peut-être vraie. Mais il ne faut pas



oublier qu'en Afrique, on dit souvent que les morts ne sont pas morts. Si dans certaines communautés, lorsque vous tuez quelqu'un à la guerre, vous absorbez son esprit et vous devenez plus fort, cela n'a pas dû être le cas de Simliya Kpatcha. On peut donc interpréter cette manie qu'il avait de collectionner les sous vêtements de ses victimes comme une façon inconsciente pour lui d'établir sa culpabilité par des preuves. Et ceci ne peut être que l'œuvre d'un esprit autonome. En plus lors de sa présentation aux médias, Simliya Kpatcha parlait sans gêne et avec une certaine désinvolture qui n'a pas manqué de choquer plus d'un. Cette attitude ne doit pas surprendre car comme le disait Abraham Lincoln, « quand on s'habitue à voir les autres porter les chaînes de la servitude, on se prépare à en porter soi-même un jour

». Pour quelqu'un qui aurait eu le courage de tuer une vingtaine de filles, que représentent une poignée de journalistes et quelques agents de la Gendarmerie ? Il a pendant longtemps côtoyé la mort, alors il n'a peur de rien. Il a certainement perdu les valeurs morales qui doivent régir la société. Une seule attitude est de mise aujourd'hui : féliciter les forces de la Gendarmerie et demander aux concitoyens d'arrêter de se faire de l'argent « sur le sang » des victimes innocentes et sur la douleur et le chagrin des familles éplorées. Un meurtre même s'il était un homicide est un poids pour la conscience et une faute grave contre la société. Alors, comment comprendre qu'une conscience humaine puisse s'accommoder à transformer l'être humain - disons plutôt le sang et les organes humains - en fond de commerce ? Une première victime, une dixième puis de fil en aiguille, une vingtaine. Cela pose véritablement un problème de moral dans cette nouvelle civilisation. S'il est vrai que l'homme descend des animaux comme nous l'enseigne la science, il faut croire qu'aujourd'hui, il est en train d'y retourner, pas physiquement mais par sa barbarie et son manque d'humanité.

Pablo ZOUBE

l'origine douteuse. Si l'origine exacte de l'utilisation des poissons reste obscure, il semble que beaucoup de personnes eurent des difficultés à s'adapter au nouveau calendrier, d'autres n'étaient pas au courant du changement et ils continuèrent à célébrer le 1er avril selon l'ancienne tradition. Pour se moquer d'eux, certains profitèrent de l'occasion pour leur remettre de faux cadeaux et leur jouer des tours. Les cadeaux que l'on s'offrait en avril étaient le plus souvent alimentaires. Cette date étant à la fin du Carême, période de jeûne durant laquelle la consommation de viande est interdite chez les Chrétiens, le poisson était le plus fréquent. Lorsque les blagues se développèrent, l'un des pièges les plus courants était l'offrande de faux poissons. Ainsi naquit le fameux poisson d'avril, le jour des fous, le jour de ceux qui n'acceptent pas la réalité ou la voient autrement.

Paul KATASSOLI

Togo Télécom répond à l'exigence de ses clients L'AGENCE ANANI SANTOS DESORMAIS TRANSFEREE A LA PLACE DE L'INDEPENDANCE

Dans le souci de satisfaire ses clients désormais devenus partenaires, Togo Télécom a entrepris de transférer l'une de ses agences, située au centre ville – espace Anani Santos – au niveau de la place de l'indépendance. Ladite agence désormais dénommée Espace Télécom Place de l'Indépendance a été inaugurée hier jeudi 29 mars. C'est devant un parterre d'invités, de cadres de Togo télécom et de plusieurs journalistes que la directrice commerciale et marketing de Togo télécom, Mme Midaanga Tantoa, a dévoilé l'enseigne et coupé le ruban symbolique. Dans l'allocution qu'elle a prononcée à cette occasion, Mme Midaanga a défini le nouveau rapport qui lie Togo Télécom à ses clients. Dorénavant, on ne parle plus de clients mais de partenaires. Dans le souci de se rapprocher de ses partenaires, Togo télécom organise régulièrement des promotions et pratique la baisse des tarifs sur les téléphones filaires, les offres hélim et autres. Toujours dans le souci de se rapprocher davantage de ses partenaires, Togo télécom a lancé m'free depuis juin 2011. Tout ceci sera couronné dans les prochains jours par une baisse sensible des tarifs internet. Ceci parce que Togo télécom est en plein chantier



d'installation de son câble sous marin qui sera achevée dans quelques semaines. Avec cette innovation, l'internet connaîtra une grande progression tant dans le débit que dans les frais qui sont à l'heure actuelle parmi les meilleurs de la sous région. La soirée a été agrémentée par la prestation du célèbre groupe humoristique le Gbadagog.

Il faut noter que l'idée de ce nouvel espace télécom inauguré hier est née suite à l'aménagement de la Place Anani Santos et aux travaux de réfection des routes. Cela avait rendu exigüe l'agence qui y était située. Il fallait alors trouver une solution

d'approche. La place de l'indépendance ayant été réaménagée, Togo télécom a saisi l'occasion pour frapper un grand coup en associant son image à cette majestueuse place. L'espace télécom place de l'indépendance qui est situé à l'est de la place de l'indépendance et au nord de l'hôtel du 2 février est composé de trois blocs principaux dont un cyber Vip, une zone de vente et une zone de règlement de facture et de deux parkings dont un pour les clients. Voilà qui vient résoudre les problèmes de parking que connaissaient les clients de l'agence Anani Santos.

Paul Katassoli

Santé de reproduction L'ATBEF A LA RECHERCHE DES RESSOURCES POUR SON NOUVEAU PLAN STRATEGIQUE 2012-2015

Spécialisée dans la santé de la reproduction, l'Association Togolaise pour le Bien-être Familiale (ATBEF) compte relever dans les trois années à venir, de nouveaux défis face aux exigences en besoin sanitaire des populations togolaises. Pour pouvoir mieux faire face à ces défis, les responsables de l'ATBEF ont élaboré un Plan Stratégique qui doit s'exécuter entre l'année 2012 en cours et 2015. Le Plan d'action stratégique vise à assurer l'accès des populations aux services intégrés, de qualité et aux informations en matière de droits à la santé sexuelle et reproductive ; accroître l'accès de la population à ses services, renforcer les capacités institutionnelles, et améliorer l'apprentissage organisationnel, et ce d'ici 2015.

Le Plan Stratégique (PS) va permettre d'accroître d'au moins 70%, un paquet de services et d'informations intégrés de qualité en matière de droits relatifs à la santé sexuelle et reproductive au moyen des approches axées sur le genre, la qualité des soins par rapport à 2010. Ainsi pour présenter ce Plan Stratégique aux partenaires de l'association et mobiliser des ressources nécessaires pour sa mise en œuvre, les responsables de l'ATBEF ont organisé une table ronde le mercredi 28 mars à Lomé. « La mise en œuvre de ce plan stratégique, qui nécessite un financement d'un montant de 5 Milliards de FCFA, contribue à l'atteinte des objectifs 3, 4, 5, et 6 du Millénaire pour le Développement. A ce jour l'ATBEF a réussi à mobiliser en fond propre les 3.5 Milliards de FCFA. Le manque à gagner étant évalué à 1.5 Milliards de FCFA, d'où la nécessité de convier cette table ronde », a laissé entendre la Directrice Nationale de l'ATBEF, Mme le Docteur GABA-AMOUZOU Kokoè.

Regroupant les différents partenaires de l'ATBEF et le gouvernement, la table ronde a été l'occasion de solliciter l'appui technique et financier de ses partenaires. La table ronde a connu la présence de la ministre de la promotion de la femme, Henriette AMEDJOGBE-KOUEVI, la ministre des enseignements primaires et secondaires et le directeur de cabinet du ministère de la santé. L'un des projets importants pris en compte par le Plan Stratégique est l'Education Sexuel Complet (ESC). Ce projet qui a été lancé en 2008 a pour but l'intégration de l'éducation sexuelle dans les programmes des enseignements primaires et secondaires. Il est actuellement dans sa phase d'expérimentation dans 18 établissements scolaires. Sa prochaine approche concerne l'implication des parents dans l'éducation sexuelle de leurs enfants. Des guides de prêches sont en cours de développement avec les religieuses dans le même sens.

Didier ASSOGBA

Gestion des collectivités locales LA CNSC APPELLE L'ETAT A ORGANISER LES ELECTIONS LOCALES

Chaque 1er avril de l'année, on est habitué à se faire des blagues et à lancer des canulars dans le public. Notre rédaction s'est intéressée à l'origine de cette fête.

Une théorie veut que le Poisson d'avril ait débuté au moment où Charles IX, se basant sur le calendrier grégorien, décréta le 1er janvier 1562 comme premier jour de l'année au lieu de l'équinoxe de la fin mars début avril. Les individus qui continuaient d'observer le 1er avril se faisaient taquiner, ridiculiser ou jouer des tours. Cela devait être très amusant, car la pratique se répandit de France jusqu'en Angleterre et aux États-Unis. Nous avons maintenant un jour de désordre auquel tous peuvent participer et lors duquel nous pouvons nous amuser. De nos jours, le 1er avril est appelé le Poisson d'avril.

En France, les jeunes Français se moquent de leurs amis en collant des poissons en papier dans leur dos. Lorsque les jeunes découvrent le poisson, les autres crient "Poisson d'avril!" Bien que le Poisson d'avril ne soit pas une fête officielle, plusieurs la soulignent. Il y en a plusieurs qui se font prendre à un moment ou à un autre le 1er avril. Il est intéressant d'examiner comment le 1er avril en est venu à mériter cet honneur douteux.

En 1752, la Grande-Bretagne adopta finalement le calendrier grégorien, et le Poisson d'avril commença alors à

être célébré en Angleterre et dans les colonies américaines. Les tours et les farces demeurent toujours populaires en ce jour. Ne faites donc pas confiance à quiconque ce jour-là. La victime d'une blague est qualifiée de "poisson d'avril" - ce qui fait allusion à un jeune poisson facile à attraper. Les Français se délectent de pouvoir crier "poisson d'avril" après avoir réussi une attrape. Chacun insiste pour que les blagues fassent appel à un poisson ou quelque chose qui s'en approche. Nous voyons que le phénomène du Poisson d'avril a une origine relativement récente au sens où cela est devenu une coutume universelle. Bien que basée sur le calendrier romain corrigé, elle demeure néanmoins une coutume vaine à l'origine douteuse. Si l'origine exacte de l'utilisation des poissons reste obscure, il semble que beaucoup de personnes eurent des difficultés à s'adapter au nouveau calendrier, d'autres n'étaient pas au courant du changement et ils continuèrent à célébrer le 1er avril selon l'ancienne tradition. Pour se moquer d'eux, certains profitèrent de l'occasion pour leur remettre de faux cadeaux et leur jouer des tours. Les cadeaux que l'on s'offrait en avril étaient le plus souvent alimentaires. Cette date étant à la fin du Carême, période de jeûne durant laquelle la consommation de viande est interdite chez les Chrétiens, le

Le Civisme Aujourd'hui

COMBATTRE L'ABSENTEISME DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Les fonctionnaires recrutés par l'Etat togolais sont ceux qui travaillent dans la fonction publique et payés sur le budget de l'Etat. Comme tels, ils sont non seulement des fonctionnaires de l'Etat mais aussi ils rendent un service à la nation. Service pour lequel ils sont d'ailleurs rémunérés. Le peuple togolais est connu comme un peuple travailleur. Mais depuis plus de vingt ans, un phénomène dévastateur gangrène la fonction publique togolaise. Il s'agit de l'absentéisme au travail. Ils sont plusieurs fonctionnaires qui se prêtent à ce jeu qui leur permet d'aller s'occuper de leurs propres affaires au détriment des services publics.

L'absentéisme dans la fonction publique constitue un frein pour les bons rendements des services publics. Il est à l'origine de la lenteur et la lourdeur administratives qui caractérisent actuellement la fonction publique togolaise. Pour compenser l'absence des collègues de services d'autres fonctionnaires sont obligés de se



plier en quatre pour pouvoir servir les citoyens et couvrir en même temps les absentéistes. Cette situation ne joue pas en faveur de la dynamisation de cette administration qui est en cour de réforme. Alors il importe que les autorités compétentes prennent des mesures encore plus efficaces pour lutter contre ce phénomène.

En temps que citoyen togolais travaillant dans la fonction publique et qui cherche le bien du pays, il est de votre responsabilité de tout mettre en œuvre pour remplir

convenablement la mission qui est la votre. C'est avec une solidarité positive en faveur de l'Etat que ce phénomène peut être combattu. Ainsi au lieu de couvrir vos camarades absentéistes, vous ferez mieux de les dénoncer à la hiérarchie qui doit à son tour sévir pour qu'ils se corrigent. Un bon citoyen doit chercher le bien de son pays, les fonctionnaires de l'Etat, payés par le contribuable, beaucoup plus. L'absentéisme n'est pas une bonne chose, combattons-le.

La Rédaction



Notre gamme **2012**



LEVRAISON
SOUS
45 JOURS !

Roulez sûr, Roulez TOYOTA



LAND CRUISER



TOYOTA PRADO



TOYOTA FORTUNER



TOYOTA CAMRY



TOYOTA COROLLA



TOYOTA RAV4



HILUX PICKUP



LAND CRUISER PICKUP

Visitez notre Site Internet : www.afriatech-motors.com

AFRIATECH MOTORS, 01 BP 4053 Lomé, Tél : +228 22 26 60 71 Fax : +228 22 26 60 72, Email : info@afriatech-motors.com

Toutes nos voitures sont Full Loaded

Culture

L'ANCIEN PALAIS DES GOUVERNEURS BIENTOT UN CENTRE D'ART ET DE CULTURE



L'ancien Palais des Gouverneurs du Togo construit par les Allemands entre 1898 et 1905 va connaître dans les mois à venir une nouvelle vie. Laissez pour compte depuis les dommages importants qu'elle a subis à la suite des troubles sociopolitiques de 1990-1991, l'édifice sera rénové pour être transformé en un Centre d'art et de culture sur le Togo. L'Etat vient de lancer un appel à candidature de maîtrise d'ouvrage pour la rénovation et l'aménagement de ce bâtiment qui a mérité l'attention de l'UNESCO. Autrefois siège de la Présidence après les indépendances, l'ancien Palais des Gouverneurs était devenu la résidence des hôtes de marque avant d'abriter il y a vingt ans le siège de la Primature avant d'être abandonné après les séquelles qu'il a subies en 1991.

Voici la description du Palais faite par l'UNESCO

Le Palais des Gouverneurs a été construit de 1898 à 1905 sous la direction technique de l'ingénieur des travaux allemand FURTKAMP, suite à la décision du Gouverneur August KOHLER - celui-là qui érigea Lomé en Capitale du Togo -, de bâtir un palais assez représentatif qui soit reconnaissable à une

distance de mille kilomètres afin d'impressionner les bateaux. Ce bâtiment constitue un véritable chef-d'œuvre, distinct de par sa "forme fonctionnelle" ou "forme performante". Il aspirait, à l'époque, à la recherche du prestige, à la démonstration de puissance et à la fierté de la colonie allemande. L'architecture dite « de la tête haute » rappelle au premier coup d'œil non seulement celle de la métropole dont elle reflète l'aura, mais elle rime aussi - fièrement - avec la cote de « la colonie allemande modèle » que constituait le Togo à l'époque. Pour la construction, les Allemands ont su faire preuve d'un savant alliage entre les matériaux locaux, les matériaux importés et la technologie allemande. Les briques rouges cuites, les barres en fer et en acier, le ciment, les planches en bois massif, les plaques, les tôles ondulées sont des principaux éléments constitutifs de cet ouvrage. Le bâtiment est surmonté de deux couronnes, l'une mâle portant le drapeau impérial face à l'océan, et l'autre femelle, pointée vers la ville et le « hinterland », traduction éloquente de tout un symbole, celui du dualisme de la vie mais beaucoup plus encore celui d'une présence confortable et dissuasive d'une part, du

prestige, de la majesté, ou de la royauté, d'autre part, le tout matérialisant la fonction assignée à cet édifice. Il contient un vaste patio, semblable à celui du Palais TOFFA de Porto-Novo au Bénin. Il comprend également un souterrain aménagé à des fins stratégiques, et accessible par un mécanisme d'ascenseur. A l'époque glorieuse, l'entrée principale du bâtiment était ornée de deux impressionnantes défenses d'éléphant du Togo dont chacune mesurait plus de 2 mètres de hauteur. Le rez-de-chaussée a abrité des bureaux tandis que les appartements du gouverneur étaient situés à l'étage depuis sa date de construction jusqu'en 1914. Après les Allemands, des transformations eurent lieu : à l'époque française, la véranda de l'étage à reçu des boiseries pour assurer la fraîcheur. Elle fut maçonnée et transformée en fenêtres et en arcades. L'intérieur de cet édifice a donc été considérablement remanié, mais certaines pièces ont conservé leur état initial. Une deuxième série de bâtiments annexes a été construite par les Français. Utilisé comme siège de l'Etat jusqu'en 1970, le Palais a été transformé en "Palais des Hôtes de marque" de 1976 à 1991, puis comme siège de la Primature en Septembre 1991. Il a subi des dommages consécutifs aux troubles sociopolitiques de (1990-1991). Le bâtiment est entouré d'une clôture en bon état de conservation, et jouxte la Présidence de la République. Il se dresse au milieu d'une immense cours plantée d'arbres dont des Terminalia catapa centenaires. Reposant sur une fondation relevée, il est entouré de terrasse plantée, et flanqué de larges marches conduisant vers son intérieur. Avec ses belles et nombreuses arcades et les murs peints en blanc, la couleur verte des tuiles semble se joindre à la verdure de la végétation environnante pour souligner et chanter la splendeur de ce symbole historique unique.

La Rédaction

Sport/ Coupe d'Afrique de Beach Volley cadet LE TOGO ABRITTE LES ELIMINATOIRES DE LA ZONE 3

Les éliminatoires par zone de la Coupe Africaine de Beach Volleyball cadet 2012 vont se dérouler au Togo à partir de ce vendredi jusqu'au 1er avril prochain. C'est ce qu'a décidé la Confédération Africaine de Volleyball au cours de la dernière réunion préparatoire de la prochaine Coupe d'Afrique de Volleyball cadet. Ces éliminatoires de la zone 3 qui se déroulent au Togo à partir de ce jour regroupent huit pays de la sous-région ouest africaine. Il s'agit de: Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Libéria, Niger, Nigeria et le Togo. Les différentes délégations qui sont arrivées à Lomé depuis hier 29 mars descendent à partir de ce matin dans les sables de la plage de Lomé pour la conquête de leur billet qualificatif pour la phase finale de la compétition.

Les différentes rencontres se déroulent à la Plage en face de l'ancienne Assemblée Nationale togolaise et de l'Hôtel Ibis. Aujourd'hui, les différentes équipes s'affrontent entre elles pour dégager les meilleures pour les finales qui se jouent demain samedi à partir de 8 heures. Dès l'arrivée des délégations des pays participants à ces éliminatoires par zone hier, les réunions techniques ont pu être organisées pour la bonne tenue de la compétition. Si tout se déroule comme prévu, les délégations retourneront dans leur pays à partir du 1er avril.

Dias MISSOKO



Togotelecom

COMMUNIQUE

TOGO TELECOM INFORME SON IMABLE CLIENTELE QUE L'ESPACE TELECOM ANANI SANTOS DEVIENT « L'ESPACE TELECOM PLACE DE L'INDEPENDANCE » ET EST TRANSFERE AU QUARTIER ADMINISTRATIF.

IL SE SITUE NON LOIN DE L'ENTREE PRINCIPALE DE L'HOTEL DU 2 FEVRIER, CÔTE DROIT.

TOGO TELECOM S'EXCUSE D'AVANCE POUR LES DESAGREMENTS EVENTUELS DE CE TRANSFERT.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT COMPLEMENTAIRE, APPELEZ LE 112.

LA DIRECTION GENERALE

Bénin : retour des enseignants à l'école LA GREVE DES ENSEIGNANTS PREND FIN

Ils auront observé quasiment deux mois de débrayage réclamant une prime de revalorisation de la fonction enseignante. Mais en définitive, les enseignants béninois n'ont rien obtenu auprès du gouvernement avant de lever leur mot d'ordre de grève. L'école béninoise aura été secouée durant plusieurs semaines avant que les enseignants ne reviennent dans leur classe ce mardi. Elèves et enseignants ont bien repris le chemin des classes après des « vacances forcées » causées par de multiples mouvements de grève des enseignants des trois ordres d'enseignement (maternel, primaire et secondaire). Lundi soir, la plupart des centrales et confédérations syndicales ont fini par lever leur mot de grève pour « sauver l'année scolaire », disent les têtes de pont des syndicalistes. Leur principale revendication : le paiement de la prime de revalorisation de la fonction enseignante n'est pas encore satisfait par le gouvernement. Ce dernier a d'ailleurs utilisé la méthode forte pour dissuader les grévistes : intimidation, menace de défalcation sur salaire et de radiation des enseignants. Mais rien n'y fit. Forcés d'aller en classe, les enseignants ont passé une



semaine à faire la grève sur le tas. Il s'agit, en fait, d'être en classe avec les élèves et de ne pas travailler. Cette nouvelle stratégie de défier l'autorité n'a certes pas eu du succès partout. En revanche, elle a fait son effet dans certaines écoles où les élèves ont dû se soulever. Le bon sens ? Avant de se quitter lors de leur dernière rencontre au palais présidentiel, le gouvernement avait exigé des partenaires sociaux de reprendre les cours à l'école avant qu'ils ne retournent à la table de négociation. Maintenant que c'est fait, tous espèrent que l'exécutif

respectera sa parole en relançant les négociations le plus tôt possible. Mais pour les parents d'élèves, l'avenir de leurs enfants est déjà sacrifié ne serait-ce que pour le compte de cette année scolaire. Ils n'espèrent pas grand-chose comme résultats de fin d'année pendant que les enseignants entendent bien faire une prolongation afin de rattraper le temps perdu. Seuls les résultats des élèves aux examens scolaires détermineront l'effort fourni par les uns et les autres.

Afrik.com

Putsch au Mali : vers une nouvelle constitution ? LA CEDEAO EXIGE LE RETOUR A L'ORDRE CONSTITUTIONNEL AU MALI



La communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) au chevet du Mali. L'organisation sous-régionale s'est réunie en sommet extraordinaire ce Mardi à Abidjan, la capitale économique ivoirienne. Au terme de cette rencontre la Cedeao exige le retour immédiat à l'ordre constitutionnel au Mali. Le chef de l'Etat burkinabè Blaise Compaoré a été quant à lui nommé médiateur.

La Cedeao demande le rétablissement immédiat de l'ordre constitutionnel au Mali. C'est l'une des principales exigences du sommet extraordinaire des chefs d'Etats et de gouvernement de l'organisation. Ainsi la Conférence a décidé de dépêcher une délégation de haut niveau conduite par Alassane Dramane Ouattara, à Bamako, dans les quarante-huit heures, en vue de raisonner les tenants actuels du pouvoir. Cette délégation se rendra au Mali ce jeudi. Outre le Président en exercice de la Cedeao, les chefs d'Etats du Bénin, du Liberia, du Nigeria du Niger et du Burkina Faso feront le déplacement à Bamako. La Conférence a par ailleurs décidé de l'envoi de cinq chefs d'état-major pour rencontrer les responsables de la junte. Leur mission, entre autre, sera de sensibiliser la junte sur la nécessité du retour à l'ordre constitutionnel et d'apprécier la situation militaire sur le terrain. Le chef de l'Etat burkinabè Blaise Compaoré a été, quant à lui, nommé médiateur dans la crise

maliennne avec pour mission de prendre contact avec toutes les parties prenantes en vue d'engager un dialogue fructueux pour la restauration de la paix dans le pays. « En cas de non-respect par les mouvements de cette décision, la conférence prendra toutes les mesures pour mettre fin à la rébellion et veillera à préserver l'intégrité territoriale du Mali y compris par l'utilisation de la force » ont mis en garde les chefs d'Etat de la Cedeao. Enfin selon Alassane Ouattara qui assure la présidence en exercice de l'organisation, le Président ATT, dont on ignore depuis cinq jours le sort exact, est vivant et en bonne santé.

Nouvelle Constitution

Après ce sommet extraordinaire, la junte militaire au pouvoir au Mali a annoncé mardi soir l'adoption d'une nouvelle Constitution qui sera en vigueur pendant la transition. Le capitaine Amadou Haya Sanogo se proclame ainsi chef de l'Etat et la junte qu'il dirige se définit comme l'organe suprême de transition. Selon la nouvelle Constitution qui comporte 70 articles, aucun membre du Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat (CNRDRE) ni de son futur gouvernement ne sera autorisé à être candidat aux élections législatives et présidentielle, dont les dates ne sont cependant pas fixées, pas plus que la durée programmée de la transition.

Toujours plus isolée, la junte joue la carte de la normalisation dans le pays. Avec la réouverture mardi des administrations et des commerces, marquant la reprise d'une activité quasi-normale à Bamako. Le nouveau pouvoir a annoncé le soir même la levée immédiate du couvre-feu nocturne, ainsi que la réouverture des frontières pour mercredi matin. Deux candidats à la présidentielle, l'ex-Premier ministre Modibo Sidibé et le président du conseil économique social et culturel Jeamille Bittar, ont été libérés mardi soir par la junte, qui les détenait depuis le putsch avec douze autres personnalités, dont des ministres

Afrik.com

Famine LES FOOTBALLEURS CONTRE LA CRISE AU SAHEL

Du 30 mars au 2 avril une campagne "Football professionnel contre la faim" organisée par la FAO va se déployer sur des centaines de stades européens pour sensibiliser sur la crise humanitaire dans la région du Sahel. « Le football est un vecteur parfait pour attirer l'attention sur la détresse des peuples du Sahel », a précisé Kristalina Georgieva, Commissaire européenne pour la

coopération internationale.

« Nous avons un devoir vis-à-vis des personnes qui sont en détresse », a dit pour sa part Patrick Vieira, ancien champion français de football et Ambassadeur de bonne volonté de la FAO. « Le droit à l'alimentation est un droit de l'homme fondamental, et personne dans le monde d'aujourd'hui ne devrait souffrir de la faim. » du régime déchu.

Sénégal : MACKY SALL S'ACTIVE POUR FORMER UN GOUVERNEMENT

Le nouveau président sénégalais, Macky Sall, crédité de 66% des suffrages contre 34% à Abdoulaye Wade, travaille sur la formation d'un nouveau gouvernement et sur la préparation des élections législatives qui se dérouleront en juin 2012. Deux formations qui ont apporté leur soutien à Macky Sall lors de l'élection présidentielle ont annoncé leur intention de former des listes communes au sein de la coalition Benno Yok Yakaar. Cette coalition regroupe l'APR de Macky Sall et les partis alliés: l'AFP de



Moustapha Niasse et le Parti socialiste sénégalais d'Ousmane Tanor Dieng, rapporte RFI.

Gagnez Spécial Jeu
Des Portables
Des télévisions
Des clés USB
Des lecteurs
DVD

Direct Factory



Facile à Jouer

Découpez ce coupon et déposez-le à l'adresse ci-dessous indiquée: DIRECT FACTORY (A vous de retrouver)

Direct Factory

Nom et Prénoms.....
Ville de résidence.....
Numéro de Tél:.....



TRANSFERT DE CRÉDIT

Transférez du crédit de communication à vos proches sur le réseau de TOGO TELECOM

Pour transférer du crédit de communication
Taper le **8822 * montant à transférer * numéro
bénéficiaire du transfert * mot de passe #**

Exemple : 8822*500*22534401*00000000#

Le mot de passe par défaut est 00000000 soit 8 fois zéro.

Coût du transfert de crédit : **100 F CFA**

Montant maximum à transférer par opération : **5 000 F CFA.**

illico le fixe sans fil

Chemoi
La téléphonie fixe
Prépayé

Service opérationnel d'un compte illico ou Chemoi prépayé vers un autre compte illico ou Chemoi prépayé. Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom.

Service client : 112
Dérangement : 119

ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale
Avenue Nicolas GRUNTZKY,
ancien siège
Tél : (228) 22 21 47 14.

Espace HELIM
Ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 32 06

Espace Telecom AGOE NYIVE
Juste après la Brasserie BB
Tél : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOME
Face Église d'Adidogomé
Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBOU-KOME
Face mosquée de l'ex Zongo
Tél : (228) 22 23 16 67

Espace Telecom ANANI SANTOS
Carrefour Fréau Jardin
Tél : (228) 22 23 16 91

Espace Telecom ASSIVITO
Espace HELIM, ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT
Près du Rond-Point du PAL
Tél : (228) 22 27 46 03

ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE
Près du grand marché de NDANYI
Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANEHO
Dans le bâtiment de l'UTB
Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME
Près de la Préfecture
Tél : (228) 24 41 00 50

Espace Telecom ATAKPAME
Face à la station TOTAL
Tél : (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE
Face au marché - Après CNSS
Tél : (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA
Près du stade Municipal
Tél : (228) 26 60 00 60

Espace Telecom DAPAONG
Face au commissariat
Tél : (228) 27 70 83 00